

A DÉCOUVRIR
EN LECTURE EN LIGNE SUR LE SITE
TAHITIMAGAZINES.COM

INVESTIR

À TAHITI

#10

MARS-MAI 2022

DÉCOUVRIR - INVESTIR - BÂTIR - AMÉNAGER - PLACER - PROSPÉRER

ECONOMIE PA'UMOTU

LA TRACÉ.

**UNE RESSOURCE PROMETTEUSE
DE DÉVELOPPEMENT ÉCOLOGIQUE
ET ÉCONOMIQUE**

DOSSIER EM

**Tissu économique fragile,
lourdeurs administratives,
illétrisme, sous-qualification...**

ALERTE ROUGE AU FENUA



INNOVATIONS

**Ce qui est inventé
ailleurs dans le monde et
serait bien utile au fenua**

GUERRE EN UKRAINE

**Comment ce conflit
lointain peut impacter le
quotidien des Polynésiens**

PLACEMENTS

**Priorité à la sécurisa-
tion de vos actifs et à
la diversification**

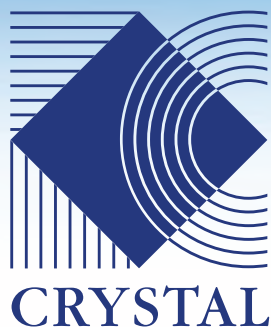


9 782917 271315

Polynésie française : 750 Fcfp / Nouvelle-Calédonie : 900 Fcfp / Monde : version digitale sur demande

ANALYSE DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE

L'IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE avec Parlons finance



PARLONS FINANCE EST UNE LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE RÉALISÉE PAR LES ANALYSTES DE CRYSTAL FINANCE.

A quels impacts de la guerre ukrainienne peut-on s'attendre sur les marchés, alors même qu'en ces premiers jours de mars, Vladimir Poutine semble déterminé à conquérir militairement l'Ukraine et à renverser le régime en place ?

LES ARMÉES RUSSES DE POUTINE SONT CONFRONTÉES À UNE RÉSISTANCE HÉROÏQUE DE L'ARMÉE ET DES VOLONTAIRES UKRAINIENS OU ÉTRANGERS (LÉGIONS INTERNATIONALES), ARMÉS PAR L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS. CELA ENTRAÎNE DES DIFFICULTÉS LOGISTIQUES D'APPROVISIONNEMENT NON PRÉVUS PAR POUTINE ET SON ÉTAT-MAJOR. FAUT-IL S'ATTENDRE À UN CONFLIT QUI DURE ? QUI S'ENLISE ? AVEC QUELLES CONSÉQUENCES POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE ?

Les sanctions économiques occidentales contre la Russie montent en puissance, allant même jusqu'à intégrer le gaz et le pétrole dans celles-ci.

A ce stade, la Chine reste très en retrait, consciente de sa position d'arbitre et de ses intérêts stratégiques. De plus, l'opposition russe interne ou de la diaspora ne peut infléchir la position de Poutine. Les opérations de l'armée russe pourraient donc s'intensifier pour permettre à la Russie l'ouverture de négociations à son avantage.

LES MARCHÉS ONT-ILS DÉJÀ INTÉGRÉ L'ESSENTIEL DES RISQUES ÉCONOMIQUES À VENIR ?

L'impact sur les marchés aura été aussi soudain qu'ample. Entre le point haut de début janvier et le 08 mars, le CAC et le DAX ont perdu 20 % de leur valeur.

Ces niveaux de variations, sans être comparables à ceux que nous avons traversés en 2008 lors de la crise des « subprimes » ou en 2020 lors de celle de la Covid, sont néanmoins des corrections extrêmes. Tellement que le ratio entre le prix des actions européennes (indice Stoxx600) et les

résultats réalisés par ces entreprises est proche des minima historiques : les actions s'achètent l'équivalent de 13 fois les résultats 2022 attendus par les analystes financiers. À titre de comparaison, ce même indicateur observé en 2019 avant la crise de la Covid s'établissait à 16 fois les résultats de l'année.

Même constat sur les obligations d'entreprises dont les prix ont baissé (-5,5 % sur le segment « High Yield »*), faisant du même coup remonter le taux de rendement des obligations dites « spéculatives » de 3,4 % début janvier à 5,6 % à date.

DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUES ENTACHÉES

La baisse des cours consécutifs à l'invasion de l'Ukraine se justifie par son impact négatif sur les perspectives de croissance économique. Trois canaux de transmission sont à l'œuvre.

En premier lieu, les sanctions économiques prononcées contre la Russie contrarient également les entreprises occidentales.

De plus, la hausse du prix des matières premières qu'il s'agisse des hydrocarbures, des matières premières, agricoles ou de certains métaux exportés par la Russie, va faire croître davantage

NOTE DE L'ÉDITEUR : NOUS RAPPELONS QUE VOUS SEULS, EN TANT QU'INVESTISSEURS, ÊTES HABILITÉS À JUGER DE L'OPPORTUNITÉ DE VOS PLACEMENTS.

l'inflation. Sur le mois de février, la hausse des prix à la consommation a atteint 5,9 % contre une hausse initialement attendue à 5,1 % par la Banque Centrale Européenne (BCE). Cette inflation induit donc une réduction du pouvoir d'achat des consommateurs et des taux de marge des entreprises.

L'INSEE estime que chaque hausse de 10\$ du prix du baril se traduit par une hausse de l'inflation de 0.2 point et un ralentissement de la croissance de 0.2 point, ce que qualifient les observateurs de stagflation.

Enfin, la période d'incertitude qui s'ouvre à nous amène les entreprises et les consommateurs à différer les dépenses non essentielles.

À contrario, la résurgence de ces risques économiques permet de réduire ceux d'un resserrement monétaire que les observateurs craignaient. Si la BCE a confirmé qu'elle injecterait moins de liquidités dans l'économie qu'auparavant, l'accès au financement bon marché des entreprises devrait perdurer plus longtemps que prévu puisque les anticipations de hausse des taux monétaires ont été décalées à la fin 2022.

Cette période ouvre également des perspectives à long terme sur les thèmes de l'indépendance stratégique dans les économies occidentales. La transition énergétique soutenue déjà par les plans de relance va voir ses investissements s'intensifier pour réduire la dépendance de l'Europe aux hydrocarbures. Bien que les dettes publiques aient déjà atteint des sommets, les politiques budgétaires sauront trouver les ressources pour financer les dépenses militaires et de sécurité.

COMMENT INVESTIR DANS CE CONTEXTE ANXIOGÈNE ?

Aussi brutale que puisse paraître cette correction et ses implications majeures, nombre d'entreprises se positionnent sur les tendances de long terme pour créer de la valeur dans la durée. Elles ont également fait preuve à l'occasion de la Covid (et avec l'aide des gouvernements) d'une capacité d'adaptation extraordinaire. La reprise de 2021 leur a permis de reconstituer des marges de manœuvre pour aborder les enjeux actuels. L'une des dernières publications de résultats montre que la dynamique des bonnes surprises se poursuit. Les entreprises arrivent globalement à « digérer » la hausse des coûts et les perspectives d'activité demeurent solides avec des carnets de commandes souvent supérieurs aux attentes.

Les énergies renouvelables devraient croître à un rythme supérieur à 25 % par an au cours des prochaines années. La cybersécurité, l'efficacité énergétique des bâtiments et des processus de production, les nouvelles mobilités sont autant de

thèmes assurés d'un fort développement. Si le pire n'est jamais sûr, céder aujourd'hui des actifs long terme pour se protéger contre la dernière phase de baisse serait prendre le risque de la double peine, celle de subir la chute et celle de ne pas bénéficier de la reprise des marchés. En effet, les actions des entreprises positionnées sur les thématiques de croissance à long terme ont été plus résilientes lors de la correction liée à l'Ukraine que les entreprises dont l'activité est plus cyclique.

En cas d'escalade du conflit, les obligations dont les coupons sont indexés sur l'inflation devraient continuer d'offrir une vraie protection, notamment face à de nouvelles sanctions sur le front énergétique qui entraîneraient une envolée des prix du pétrole et du gaz.

Coté « High Yield », la volatilité restera élevée mais les spreads avaient déjà souffert du resserrement monétaire anticipé. Les Banques Centrales plus attentistes devraient contrebalancer une partie de l'aversion du risque et les niveaux de rendements ayant atteint 5,60 % en Europe sont d'ores et déjà très attractifs.

D'un autre côté, l'écartement des spreads de crédits** sur le crédit « Investment Grade » s'est matérialisé plus tôt que prévu suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Avec un taux de rendement (1,26 %) en forte hausse depuis Août dernier (0,13 %), qui permet à la classe d'actifs de retrouver son attractivité.

Évidemment, une extension des conflits dans le temps aurait un impact fortement négatif sur le prix et/ou la disponibilité des matières premières et sur le rythme de croissance des entreprises. À l'inverse, une sortie de crise constituerait un signal d'achat. Notre stratégie actuelle est donc neutre en attendant d'obtenir plus de visibilité sur ce conflit.

L'imprévisibilité de cette nouvelle période conflictuelle rend difficile toute expression à court terme. Dans ce contexte, les Banques Centrales devraient se montrer plus prudentes et plus accommodantes, en particulier en Europe où les risques pèsent sur la croissance. L'inflation apparaît parallèlement moins sous contrôle étant donné son risque d'accroissement en cas d'accélération des sanctions sur le front de l'énergie, ce qui ralentirait notamment l'activité et laisserait craindre une période de stagflation.

La prudence reste de mise concernant les niveaux des marchés actions qui paraissent attractifs avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Une intervention de la Chine, qui reste en retrait aujourd'hui, pourrait modifier les équilibres, cette dernière subissant notamment un ralentissement économique qu'elle commençait tout juste à endiguer.

Investir en ces temps troublés

DIVERSIFIER ET SÉCURISER

NOUS AVIONS RÊVÉ D'UNE ANNÉE 2022 QUI ALLAIT RIMER AVEC RETOUR À LA NORMALE. APRÈS DEUX ANNÉES DE VACHE MAIGRE, NOUS PENSIONS CROISSANCE ÉLEVÉE, TOURISTES ENCHANTÉS, PLEIN EMPLOI... IL A FALLU QUE LE RÉGIME RUSSE ATTAQUE L'UKRAINE POUR QUE L'OCCIDENT PUIS TOUTE L'ÉCONOMIE MONDIALE SOIT DÉSTABILISÉE, AVEC DES MENACES QUI FONT FRÉMIR LES PLUS SOLIDES DES MARCHÉS. QUELLES CONSÉQUENCES REDOUTER POUR LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET, PLUS PRÉCISÉMENT, FAUT-IL VOUS INQUIÉTER POUR VOS PLACEMENTS?

Un article issu de plusieurs sources, dont Parlons finance, analyses économiques et financières de CRYSTAL FINANCE, Dossier Familial, Net-investissement.fr, Money Vox, Placement direct, Cercle de l'épargne... Rédigé avec Françoise Syx, directrice régionale Polynésie française



© LIONALES - CRYSTAL

« Notre croissance, aujourd'hui au plus haut, sera inmanquablement affectée », a prévenu le président de la République, en raison des répercussions économiques du conflit russo-ukrainien. Cela va affecter les matières premières, alors même que les flux de production avaient été fortement impactés par la crise du Covid, dont nous espérons, sans pour l'affirmer, qu'elle est enfin derrière nous.

Au fenua, une augmentation du prix du litre d'essence (5 F à compter du 1^{er} février) faisait déjà état de l'augmentation du prix du baril. C'était avant le début du conflit provoqué par l'Etat russe, fin février. Or, la dégradation de la situation économique va s'accompagner d'une accélération de la hausse des prix. « L'inflation n'est pas une opportunité pour les épargnants. Si l'épargne n'est pas mieux rémunérée que l'inflation, les épargnants perdent de l'argent », rappellent les économistes.

Livrets, PEL, Assurance vie

C'est le cas pour le Livret A ou le Livret de développement durable et solidaire (LDDS). Sécurisés, liquides (vous pouvez retirer les fonds à tout moment), il n'empêche que leur taux d'intérêt (pourtant relevé de 0,5 % à 1 % le 1^{er} février dernier) reste inférieur à l'inflation. Autrement dit ils ne vous rapportent rien, sinon d'avoir des économies sur un compte autre que votre compte courant.

Vous pourrez retourner le problème dans tous les sens (Plan d'épargne logement, fonds en euros), tous présentent des rendements de plus en plus faibles.

...

...
Cependant, ils ont l'avantage d'être parfaitement sécurisés. C'est l'illustration du principe d'investissement : « moins de risques, moins de rendements ».

Or, quand les temps sont troublés, il ne faut pas leur tourner le dos.

Bourse : pas de fébrilité

Vous avez placé une partie de votre argent sur un PEA ou un compte-titre ? Vous craignez que les unités de compte de votre assurance-vie perdent de leur valeur, notamment en raison des soubresauts des marchés actions ? Avez-vous acheté quand les indices étaient au plus haut ? L'année 2021 et le début d'année 2022 ont été historiquement hauts, le risque d'une correction était élevé.

Avez-vous investi sur des valeurs liées au pétrole, à l'acier, à l'aviation ? Liées à la Russie ? « 35 des 40 groupes cotés au CAC 40 », l'indice phare de la place de Paris, « sont installés en Russie », rappellent les économistes. Vous n'aviez que peu de chance d'échapper à la dégringolade, sauf si vous avez investi dans des actions liées à des entreprises de défense ou d'armement.

CRYPTOMONNAIES : UNE OPPORTUNITÉ ?

Faut-il miser sur le bitcoin en temps de crise ? En aucun cas les cryptomonnaies ne sont des valeurs refuge et leur volatilité est dangereuse, d'autant plus que la Russie comme l'Ukraine sont des zones de minage de cryptomonnaies importantes. Cependant, en raison même de leur ADN, elles échappent à la fois aux Etats et aux sanctions économiques. Non seulement le bitcoin peut apporter à la Russie une porte dérobée pour contourner les sanctions, mais aussi continuer sa hausse en raison de la confiance des investisseurs. Nous ne pouvons donc que vous conseiller une prudence extrême sur cet investissement.



INVESTIR À COURT OU LONG TERME ?

Si votre horizon est à court terme, ce n'est pas du tout le moment d'investir dans les marchés actions. De plus, ne vous frottez pas à des secteurs pénalisés par le conflit, comme les énergies, les métaux ou matières alimentaires comme le blé. Tournez-vous plutôt vers les conseils de Cabinets de placement, comme Crystal Finance, qui sauront vous aiguiller vers des combinaisons de placements rentables (OPCVM, SCP, investissements dans la pierre, etc.), sécurisées et établies en fonction de votre profil.

La diversification de vos placements sera la meilleure réponse aux turbulences à venir et jouera le rôle d'amortisseur en cas de fortes chutes !

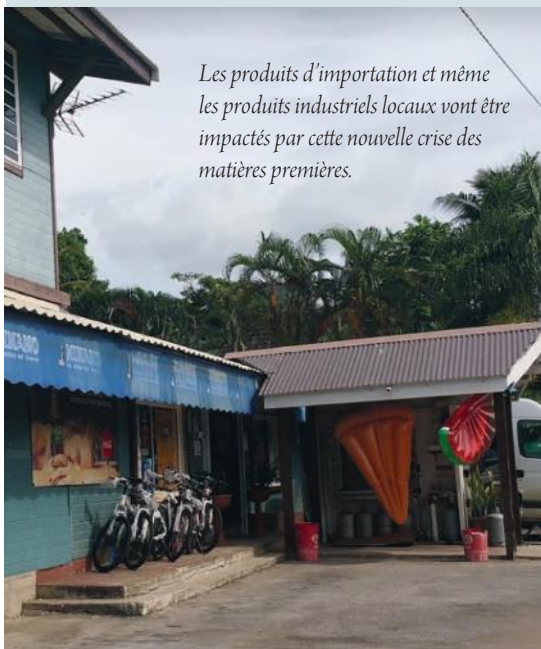
L'IMPACT SUR LA CONSOMMATION LOCALE

« A court terme, la flambée du prix des matières premières constitue le principal facteur de risque », relève Karl Toussaint du Wast, cofondateur de Netinvestissement. Le baril de pétrole a en effet vu son prix repasser au-dessus de 100 dollars pour la première fois depuis 2014. Nous n'échapperons pas en Polynésie française à l'inflation des prix.

Nos archipels et nos modes de vie étant très dépendants des importations, il va sans dire que les coûts du fret associés à celui des matières premières qui augmentent vont impacter notre quotidien, dans les magasins comme à la pompe ou à la lecture de la facture d'électricité.

C'est pourquoi il est encore plus urgent qu'hier de développer une économie locale pérenne, afin de réduire durablement notre dépendance à l'extérieur. Pour cela, avoir une ressource humaine qualifiée est essentiel.

Le dossier emploi de ce numéro illustre notamment les difficultés auxquelles il faut s'apprêter à faire face.



Les produits d'importation et même les produits industriels locaux vont être impactés par cette nouvelle crise des matières premières.

L'or et les énergies renouvelables ont également séduit les investisseurs dès avant le début de la guerre, juste parce que les indicateurs présentaient une probabilité de conflit.

Mais alors, que faire ? Surtout ne figez pas vos pertes. Autrement dit, faites le dos rond. Tant que vous ne vendez pas, vous ne perdez que virtuellement une partie de votre investissement. Certes, les lignes rouges sur votre logiciel de suivi de compte sont peu agréables à regarder, mais si vous n'avez pas besoin de votre argent maintenant, mieux vaut patienter.

Si vous devez vendre, que cela soit justifié « pour mener à bien un projet à court terme », comme l'estime Gilles Belloir, directeur général de Placement-direct (source : MoneyVox).

La chute va-t-elle durer ?

Généralement, les conflits géopolitiques sont des situations transitoires comparées à une crise financière dont les conséquences peuvent perdurer des années. Sauf que cette fois, la 2^e puissance militaire mondiale a agressé un pays limitrophe de l'espace européen et que les enjeux pour l'Occident sont bien supérieurs à toutes les crises géopolitiques qu'il a pu affronter ces 50 dernières années.

La baisse des marchés actions repose en partie sur le début de la guerre russo-ukrainienne, mais elle est aussi amplifiée par un dégonflement de « la bulle boursière », entretenue artificiellement par les banques centrales au travers de la planche à billets. Faut-il craindre une contamination de la crise aux grandes entreprises françaises du Cac 40 ? Leurs filiales russes comptent, en règle générale, pour moins de 5% de leur chiffre d'affaires total. Si la guerre ne s'étend pas au continent européen, ni ne dure, les réactions compulsives des marchés vont s'apaiser à moyen terme.

Va-t-on être directement impactés en Polynésie ?

Notre PIB repose à la fois sur la consommation locale et le tourisme. Pour ce dernier, la guerre reste loin du Pacifique sud et ne touche pas les marchés émetteurs, ni directement ni indirectement. Les Américains notamment ne se sentent que peu concernés par ce qui se passe en Europe de l'Est et leur venue en Polynésie ne devrait pas être impactée.

C'est plus sensible pour le marché européen, non pas à cause d'une menace de guerre qui reste lointaine, mais en raison de la peur que provoque la situation. Certains souhaitent à tout prix partir et se changer les idées, d'autres préfèrent annuler leurs déplacements pour rester proches de leurs familles. Cette situation sera donc à suivre de près.



CRYSTAL FINANCE

Mettez votre patrimoine au service de vos projets

Immobilier & crédit - Retraite
Prévoyance - Placements financiers



www.crystal-finance.com - T (689) 40 501 200 - polynesie@groupe-crystal.com

www.crystal-finance.com

